

Il y a eu les sans-culottes, puis les bonnets rouges et, maintenant, les gilets jaunes...

Mais que veulent ces derniers ? Le savent-ils vraiment ?

En 1789 suite aux « *difficultés où Nous (le roi, Louis XVI) Nous trouvons relativement à l'état de Nos finances* », le roi convoque les États généraux, « *pour*



Nous faire connaître les souhaits et doléances de nos peuples ».

Dès lors, des députés sont élus, des cahiers de doléances rédigés et les États généraux ouverts. Mais il s'avère que le roi refuse d'écouter le peuple.

Les finances sont

au plus bas, le peuple a faim et le roi est sourd : colère du peuple, prise de la Bastille, et surtout, la nuit du 4 août, l'abolition des privilèges : cette nuit-là, la noblesse renonce délibérément à ses privilèges.

Quasiment deux-cent-trente ans ont passé et on retrouve à peu près la même situation ; les sans-culottes se sont rhabillés, et ce que veulent les gilets jaunes, même s'ils ne l'expriment pas clairement, c'est l'abolition des privilèges.

Une taxe fut l'étincelle, quelques personnes lancèrent le mouvement, et ce n'est pas un miracle si la sauce a si bien pris : la pauvreté et les inégalités sont devenues trop criantes.

La question la plus importante est celle de l'écologie, le réchauffement climatique nous mène à la catastrophe si nous n'agissons pas, mais il est injuste de demander aux plus pauvres de payer pour ceux qui polluent le plus, les riches !

Le problème est mondial, nous sommes tous coupables. Quand j'entends : « Quoi ! En 2018, un train en retard, ou un embouteillage, ou la neige qui nous bloque, c'est un scandale ! », je pense à nos ancêtres, à l'homme depuis des millions d'années, ou encore à mon grand-père, et je me dis que nous devrions être plus modestes, plus patients, moins avides, plus humains.

Le problème est mondial et le capitalisme, tel qu'il fonctionne actuellement, est notre ennemi mortel.

Quand les nantis échappent à l'impôt, on ferme les hôpitaux, les écoles, la culture, et on en accuse les pauvres.

engloutir la quasi-totalité des capacités de financement de la politique énergétique de la France dans l'atome au détriment du développement des énergies renouvelables.

Côté positif, la production nucléaire d'électricité ne rejette pas de CO₂, même si... la construction d'une centrale engloutit de grandes quantités de béton dont la fabrication est très émettrice de gaz à effet de serre (pour l'EPR de Flamanville, c'est environ 55 tonnes éq. CO₂) et l'extraction d'uranium n'est pas en reste non plus côté dégâts environnementaux. Autres aspects à prendre en compte, la filière représente 220 000 emplois directs et indirects en France et certaines communes sont financièrement quasi dépendantes de ces installations. Les réticences à la fermeture de Fessenheim sont là pour rappeler qu'il faut une réflexion globale pour que cette transition se passe du mieux possible.

Les solutions pour une production d'électricité entièrement renouvelable en 2050, elles existent et c'est l'ADEME qui le dit dans une étude de 2015. Elle va même plus loin que celle de Greenpeace (voir sur le site de l'ADEME, onglet « recherche et innovation ») ! En voici deux des axes principaux :

- **Réduction de la consommation** : c'est en quelque sorte la mère de toutes les batailles. Parmi les axes privilégiés, le bâtiment et en particulier l'isolation dans l'ancien. La France est un des pays où le chauffage des logements est le plus électrifié : le parc de chauffage électrique français représente la moitié du parc européen ! Un gisement d'économies très important donc. Un chiffre pour rappeler les enjeux sociaux également : 12 millions de personnes sont en précarité énergétique. La réduction de la consommation c'est aussi notre responsabilité en tant qu'individu, par des gestes simples bien connus, ou moins connus comme notre activité sur internet : le visionnage d'un film en streaming consomme l'équivalent de 1 000 ampoules allumées pendant 1 heure. On le sait peu, mais les activités numériques représentent désormais 7% de la production électrique mondiale. Supprimer ses vieux mails, compresser les fichiers que l'on envoie dans le cloud, etc, ce sont quelques moyens de réduire notre empreinte « électrique ». Les différentes strates administratives (communes, département, régions) ont également leur rôle à jouer : pourquoi ne pas réduire par exemple l'éclairage public et privé ?

- **Développement des énergies renouvelables** : Le nucléaire c'est 385 TWh d'électricité produite en 2016 (72% du total), qu'il faudra bien compenser tout en assurant une continuité dans la production, sauf à faire appel aux centrales à gaz ou à l'importation. Le lobby du nucléaire ayant réussi à mettre en avant ses projets (EPR et grand carénage), cela s'est fait au détriment du développement d'autres filières. Un seul exemple : malgré une façade maritime immense, à ce jour, la France n'a aucune éolienne offshore raccordée au réseau (1 753 en Angleterre, 1 169 en Allemagne). Dans le scénario de l'ADEME la recherche, dans le domaine du stockage en particulier, sera également primordiale.

Il faut sortir du tout nucléaire, c'est une certitude, mais, parce que les différents gouvernements ont prêté une oreille trop attentive aux tenants du nucléaire, nous nous retrouvons quasiment au pied du mur : rien qu'en 1980 et 81, 15 réacteurs ont été construits et vont atteindre 40 ans de fonctionnement dès 2020, demain donc ! Le débat public qui va s'ouvrir doit être l'occasion de montrer qu'une majorité de français veulent sortir du nucléaire, et veulent un engagement réel du gouvernement dans la lutte contre le réchauffement. Les pétitions ne suffisent plus, peut-être que des actions plus médiatiques, type gilets jaunes ou, comme en Angleterre où depuis l'automne un collectif citoyen « Extinction rebellion », prône la désobéissance civile non violente, seraient nécessaires. Peut-être également, sortira-t-il quelque chose des actions en justice contre l'état français ?! Continuons à mettre la pression !